



# Sortir rapidement de notre dépendance au pétrole et au gaz: 27 propositions pour un plan d'urgence

Greenpeace Belgique – 24 mars 2026

## La guerre entraîne une nouvelle hausse des prix de l'énergie

Depuis le début de la guerre des Etats-Unis et Israël contre l'Iran ce 28 février 2026, l'ensemble de la région de l'Asie de l'Ouest<sup>1</sup> est entré dans une phase d'escalade marquée par des bombardements, tirs de missiles et attaques de drones touchant plusieurs pays, notamment l'Iran, mais également l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Bahreïn, Oman, le Liban, l'Irak, la Syrie, la Jordanie, Israël ainsi que Chypre. Outre les bases militaires et installations stratégiques visées, de nombreuses zones civiles ont été affectées, causant des milliers de morts parmi les populations, mais aussi de nombreux blessés, déplacés, ainsi que la destruction d'habitations et d'infrastructures (énergétiques), sans compter les atteintes graves à l'environnement, comme l'illustrent notamment l'explosion pétrolière à Téhéran et l'utilisation de [phosphore blanc par Israël](#) au Liban.

Cette montée des tensions provoque également un bouleversement majeur du système énergétique mondial, le détroit d'Ormuz constituant un point de passage stratégique par lequel transite environ 20 % du pétrole et du gaz fossile liquéfié échangés dans le monde. Des dizaines de navires commerciaux ont été attaqués ou ont signalé des incidents dans le Golfe du Détroit d'Ormuz (mais également dans le Golfe d'Oman), conduisant à l'immobilisation de la presque totalité du trafic maritime dans la région. Cela conduit à une augmentation des énergies fossiles sur les marchés internationaux, qui se traduit sur la facture des consommateurs:

- Le litre de diesel a dépassé le prix de 2,29€ et l'essence s'en approche, avec un coût de 1,9€ par litre ([en date du 23 mars 2026](#)).

---

<sup>1</sup> Souvent également appelé le Moyen-Orient, bien que ce terme considère la région d'un point de vue européen (colonial). Le terme Asie de l'Ouest est donc aujourd'hui privilégié.

- Le mazout augmente également : avec un prix maximal de 1,43€ pour les commandes de moins de 2000 litres ([en date du 23 mars 2026](#)).
- Le cours du gaz ([TTF néerlandais futures](#)) est également en train d'augmenter fortement: passant de 30€ à 60€/MWh suite aux premières attaques, et augmente encore à mesure que les infrastructures gazières sont touchées par les frappes. Si des incertitudes persistent quant à son ampleur, l'augmentation des prix est certaine. [Selon un rapport de HSBC](#), les prix du gaz fossile en Europe seront environ 40 % plus élevés que les prévisions initiales pour 2026 et resteront élevés jusqu'en 2027.
- Les prix de certains engrais augmentent également, le Qatar exportant près d'un tiers des engrais mondiaux. Cela risque d'impacter les agriculteurs et les consommateurs.

Une fois encore, ce nouveau conflit international, sur lequel nous avons peu de prise en Europe, démontre à quel point nos économies demeurent dépendantes. Cette vulnérabilité énergétique se traduit rapidement par des hausses de prix, des tensions inflationnistes et des incertitudes économiques qui fragilisent les ménages, les entreprises et les finances publiques.

Et, tout comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cette guerre s'inscrit dans un contexte où les enjeux liés aux énergies fossiles occupent une place centrale. Si les causes d'une telle attaque sont multiples (sécuritaires, géopolitiques, stratégiques), la « malédiction de l'or noir » continue de peser lourdement dans l'équation : la compétition des grandes puissances pour le contrôle et l'influence autour des ressources en pétrole et en gaz maintient cette région hautement sensible dans une logique d'ingérences et de rapports de force impérialistes.

En tant qu'organisation internationale engagée pour la paix et l'environnement depuis 50 ans, [Greenpeace condamne l'attaque illégale d'Israël et des États-Unis](#). **Nous appelons à la cessation immédiate de l'escalade militaire** via des échanges diplomatiques et à un appui clair au peuple iranien afin qu'il puisse retrouver la paix et la sécurité.

**Nous insistons une nouvelle fois sur l'urgence de réduire notre dépendance aux énergies fossiles** qui fragilise ces régions et nous rend extrêmement vulnérables, notamment face aux chocs d'approvisionnement, aux hausses de prix et à l'instabilité économique, lesquelles affectent toujours en priorité les populations les plus précaires.

## **Combustibles fossiles : réduire, pas simplement diversifier**

Lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des réponses élaborées par l'Union européenne, nous alertions déjà : remplacer une dépendance par une autre n'est pas une solution. Importer du pétrole d'autres régions ou se tourner vers le gaz de schiste des États-Unis ne constitue ni une stratégie géopolitique solide (l'ingérence des États-Unis au Venezuela, suivie de l'attaque de l'Iran par les États-Unis le confirme), ni une réponse responsable sur le plan environnemental et climatique.

Nous l'appelions de nos vœux il y a 4 ans et nous l'exigeons avec encore plus de force aujourd'hui: **Greenpeace lance un appel au gouvernement fédéral ainsi qu'aux gouvernements régionaux pour un plan d'urgence belge socialement juste visant à réduire notre dépendance au pétrole et au gaz au plus vite**. L'élaboration de ce plan d'urgence nécessite une accélération des mesures structurelles à long terme (isolation massive, économie d'énergie et investissement dans les énergies renouvelables), mais aussi le déploiement de mesures qui peuvent faire diminuer la consommation de pétrole et de gaz à court terme.

## Réduire et rendre durable notre consommation dans 4 secteurs

[Sur base des données du SPF économie](#), en 2024, 74% de notre consommation finale d'énergie provenait des combustibles fossiles, ce qui démontre notre totale dépendance pour ces énergies que nous ne produisons pas sur notre territoire.

- Dans l'industrie (9,8 Mtoe de consommation finale d'énergie), le gaz fossile représente 38,9 % de la consommation énergétique et les produits pétroliers 15,7 %, soit un total de 54,6%.
- Le secteur résidentiel (7,1 Mtoe de consommation finale d'énergie) suit un schéma similaire avec 41,1 % pour le gaz et 25,6 % pour le pétrole, soit un total de 66,7%.
- Le secteur tertiaire (4,9 Mtoe de consommation finale d'énergie) consomme principalement 37,2 % de gaz et 11,3 % de produits pétroliers, soit un total de 48,5%.
- Le transport (8,9 Mtoe de consommation finale d'énergie) est encore plus dépendant du pétrole, qui couvre 88,1 % de la consommation. Une petite part est couverte par le gaz fossile (0,9 %), pour un total de 89 %.
- Le reste de la consommation est généralement couverte par de l'électricité, mais 20% de celle-ci est produite par des énergies fossiles, principalement du gaz fossile.

Si nous voulons nous passer du gaz et du pétrole, et ce le plus vite possible, nous devons intervenir rapidement dans chacun de ces secteurs :

- 1) Le secteur du **transport** via le changement modal et l'électrification
- 2) Le secteur **industriel** via l'efficacité énergétique et l'électrification
- 3) Le secteur **résidentiel et tertiaire** via l'isolation et l'utilisation d'autres vecteurs énergétiques pour le chauffage
- 4) La production d'**électricité** via les énergies renouvelables, le stockage, la flexibilité et les investissements dans le réseau

Au niveau de l'Union européenne, les États membres ont coordonné leurs efforts pour réduire la demande énergétique à la suite de 2022, notamment via l'adoption de réglementations en 2022. [Selon la Commission](#), une réduction de la consommation de gaz d'environ 18 % entre août 2022 et mai 2024 a été observée, par rapport aux cinq années précédentes. La Belgique a suivi cette tendance avec une diminution similaire de 18 %, mais cette performance la place parmi les douze pays les moins performants, loin derrière des États comme le Danemark qui a atteint une réduction de 41 %.

[Toujours selon la Commission](#), la part des énergies renouvelables reste très inégale en Europe : si la Suède (66%), la Finlande (48%) ou encore le Danemark (41%) affichent des niveaux élevés, la Belgique est dans le groupe des quatre plus mauvais élèves avec moins de 14%. Son plan national énergie-climat (PNEC) est en outre critiqué pour son manque d'ambition, notamment en matière de déploiement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

En s'appuyant sur l'élan géopolitique actuel et sur l'engagement de l'Union européenne à éliminer les importations de gaz fossile russe d'ici 2027, il est essentiel de mettre en place un cadre visant à réduire progressivement les importations croissantes de GNL, notamment en provenance des États-Unis, afin d'éviter une nouvelle dépendance à risque et d'atteindre une sortie complète du gaz fossile d'ici 2035.

Greenpeace propose les mesures suivantes pour réduire radicalement la consommation de pétrole et de gaz à court terme.

## **1. MOBILITÉ**

**Améliorer l'accessibilité et la qualité des alternatives pour réduire la demande de diesel et d'essence.**

1. Supprimer les [subsidés directs et indirects aux énergies fossiles](#), notamment en ce qui concerne la mobilité. Réduire rapidement les subventions pour le carburant et l'utilisation des voitures, dont les avantages fiscaux pour les voitures de société et les cartes carburant. Veiller en ce faisant à ce que la réforme fiscale n'entraîne pas de perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs et utiliser les [5,2 milliards d'euros](#) ainsi libérés chaque année pour rendre les alternatives à la voiture plus attractives. Par ailleurs, les réductions des accises peuvent aider ponctuellement mais sont contre-productives et insoutenables au niveau budgétaire. Elles ne ciblent pas suffisamment celles et ceux qui sont vulnérables à l'augmentation des prix.
2. Rendre les transports en commun plus attractif via à la fois un meilleur service (ponctualité, une augmentation de la fréquence et des améliorations dans les horaires, en bonne coordination entre la SNCB, la TEC, la STIB et De Lijn), mais également une baisse des prix des tickets. Établir des tickets uniques facilitant les trajets multimodaux. À court terme, cela rendrait les transports en commun plus attractifs et permettrait une vraie alternative à la voiture, notamment pour les familles qui sont confrontées aux prix élevés de l'énergie et du carburant.
3. Faciliter et récompenser la mobilité active: le vélo et la marche. Libérer des ressources supplémentaires pour que les autorités locales puissent investir plus rapidement dans des infrastructures sûres pour les cyclistes et les piétons, des primes pour l'achat de vélos pour les familles les plus vulnérables, des campagnes de sensibilisation, etc.
4. Réduire la vitesse maximale sur les autoroutes à 100 km/h, comme [l'a récemment recommandé l'Agence internationale de l'énergie](#). La réduction de la vitesse entraîne une baisse significative de la consommation de carburant ([20% de carburant en moins qu'en roulant à 120km/h](#)) et, en fonction des kilomètres parcourus, permet une économie de centaines d'euros par an. La réduction de la vitesse présente aussi des avantages en termes d'émissions de CO<sub>2</sub>, de qualité de l'air, de sécurité routière et de fluidité du trafic.
5. Soutenir et faciliter le partage de voiture avec des véhicules électriques, cela rendrait ces véhicules plus vite accessibles à un plus grand nombre de personnes. De plus, le partage de voiture permet de réduire le nombre de voitures individuelles et le nombre de kilomètres parcourus.
6. Instaurer des dimanches sans voiture dans les villes à intervalles réguliers. Ces journées ont été introduites lors de la crise pétrolière des années '70 afin de réduire la consommation de carburant. Ils ont également un impact positif sur la qualité de l'air et donnent aux cyclistes et aux piétons l'espace dont ils ont besoin et les encouragent à laisser leur voiture à la maison la semaine, quand cela est possible.

## **2. INDUSTRIE**

**Réduire et stabiliser durablement le prix de l'électricité et instaurer un cadre propice aux investissements de long terme.**

7. Réduire et stabiliser structurellement les prix de l'électricité via l'augmentation des capacités d'énergie renouvelable (dont l'éolien offshore) et encourager le recours à des contrats à long terme tels que les « power purchase agreements » (PPA), qui offrent une sécurité des revenus et des prix tant pour l'industrie que pour les développeurs.

8. Réviser le cadre réglementaire et mettre en place des incitations économiques afin de déployer et de valoriser la flexibilité industrielle, comme le stockage d'énergie et la gestion de la demande. Cela se traduit par des investissements et une adaptation des processus industriels, mais aussi, en concertation avec les travailleurs et les délégués syndicaux, par des horaires de travail flexibles et des jours de congé visant à réduire la demande d'électricité aux heures de pointe et à mieux répartir la consommation.
9. Investir dans les infrastructures de réseau afin de résoudre les problèmes de capacité et de raccordement.
10. Redistribuer les taxes environnementales aux seules industries qui réduisent effectivement leurs consommations d'énergie fossile et émissions de CO<sub>2</sub>.
11. Mettre en place un plan de transition juste pour gérer la fermeture progressive des industries qui ne pourront réduire leurs dépendances fossiles, tout en protégeant l'emploi et les compétences.
12. Assurer une stabilité réglementaire afin que les entreprises puissent planifier leurs investissements de court et moyen terme.
13. Renforcer la véritable circularité sur le terrain : maximiser la réutilisation et le recyclage des matériaux pour réduire le besoin en matière première, limiter le besoin en énergie et accélérer la transition.

### **3. CHAUFFAGE**

#### **Réduire la demande de gaz et de mazout dans le secteur tertiaire et résidentiel. Investir dans les pompes à chaleur électriques et les rénovations.**

14. Soutenir la rénovation massive des logements résidentiels via du (pré)financement, des primes et des prêts à taux zéro en fonction des profils, source de revenus et capital disponible. Mettre en œuvre les rénovations par quartier tout en renforçant l'accompagnement individuel à la rénovation. Il est essentiel de cibler en priorité les personnes vulnérables et en précarité énergétique et d'y mettre les investissements publics nécessaires.
15. Mettre en place un véritable tax shift pour réduire le ratio entre le gaz et l'électricité rendant rentable l'installation de pompe à chaleur. Assurer que ce tax shift soit neutre pour les ménages (diminution de la facture d'électricité pour compenser entièrement la hausse de la facture du gaz), et non pas pour augmenter les recettes de l'Etat.
16. Cesser immédiatement la promotion de nouvelles chaudières à gaz et rendre obligatoire les pompes à chaleur électriques dans les nouveaux bâtiments et les rénovations énergétiques importantes. Étudier le potentiel et planifier le déploiement de réseaux de chaleur là où ils constituent la source de chaleur collective la plus intéressante.
17. Ne pas chauffer les bâtiments publics, les écoles, etc., à plus de 19°C et ne pas refroidir à moins de 28°C en été. Abaisser la température à 15°C la nuit. Permettre au personnel de s'habiller en fonction des conditions météorologiques et encourager l'industrie et le secteur tertiaire à adopter des mesures similaires.
18. Mettre en place des politiques incitatives et de sensibilisation pour la gestion des températures des bâtiments. Encourager ainsi les familles à réduire leurs factures d'énergie en réglant la température de la maison sur 19°C, et en adaptant le chauffage de leur habitation en fonction de leur usage.
19. Fournir un accompagnement aux ménages en ayant besoin afin de les aider à améliorer leur gestion de l'énergie et à adopter les mesures leur permettant de ne pas tomber en précarité énergétique et à lutter contre le froid. Dès lors, s'assurer que les CPAS soient suffisamment financés pour qu'ils puissent mener à bien ces missions.

#### **4. ELECTRICITE**

**Réduire le prix de l'électricité de manière structurelle, augmenter les capacités de production renouvelable et autres infrastructures nécessaires et agir sur la gestion de la demande et le stockage.**

20. Réformer les taxes, redevances et autres charges pour alléger rapidement les coûts de l'électricité et ainsi soutenir l'électrification, pour tous les acteurs.
21. Fermer les centrales à gaz les plus vieilles et les moins efficaces.
22. Développer la capacité des énergies renouvelables sur le territoire belge en donnant la plus haute priorité à l'énergie éolienne offshore dans les zones Princess Elisabeth 1 et 2, en améliorant la procédure de délivrance des permis pour les éoliennes terrestres, et en soutenant l'installation de panneaux solaires dans les zones densément peuplées et socio-économiquement défavorisées (via notamment des communautés d'énergie).
23. Investir dans le réseau pour permettre une meilleure intégration des volumes d'énergies renouvelables et renforcer la sécurité d'approvisionnement. Le renforcement des réseaux électriques est essentiel pour l'électrification de tous les secteurs, mais leur financement ne doit pas freiner cette électrification en rendant l'électricité inutilement chère. Il est donc utile de développer des modèles de financement innovants afin que les coûts ne soient pas (uniquement) répercutés sur la facture d'électricité.
24. Rémunérer la flexibilité des consommateurs résidentiels via la tarification des réseaux et les contrats d'électricité; en parallèle travailler sur la communication et la sensibilisation. Ce faisant, permettre aux familles et aux PME d'économiser de l'argent en programmant leur demande au moment où l'électricité est la moins chère (par exemple, lorsque l'électricité renouvelable est fortement disponible).
25. Soutenir le développement des communautés énergétiques et d'autres modèles énergétiques coopératifs qui stimulent la consommation directe d'énergie renouvelable et permettent aussi à un plus grand nombre de personnes d'accéder à de l'énergie renouvelable bon marché et à un prix stable.
26. Interdire l'éclairage nocturne des panneaux publicitaires, les vitrines et les immeubles de bureaux vides. Éteindre les lampadaires pas strictement nécessaires et poursuivre l'extinction des éclairages publics lors des heures peu fréquentées (minuit-5h).
27. Mener des campagnes d'information pour aider les familles à faire des économies de consommation d'électricité, notamment au sujet de l'utilisation intelligente et économique des appareils ménagers et du remplacement des appareils énergivores.

#### **Sources**

[Tarif officiel des produits pétroliers](#) (consulté le 23 mars 2026)  
[Dépenses fiscales liées aux voitures de société](#) (26 juin 2025)  
[ICE, Dutch TTF Natural Gas Futures](#) (consulté le 23 mars 2026)  
[Commission européenne, State of the Energy Union report 2024](#)  
[Bloomberg, "Europe faces high energy prices through 2027, HSBC says"](#) (16 mars 2026)  
[IEA, Sheltering from oil shocks](#) (20 mars 2026)  
[ETSC, Statement on 'EU Save Energy' speed recommendations](#) (18 mai 2022)  
[FOD Economie, Belgian Energy Data Overview](#) (consulté le 23 mars 2026)  
[Climat.be, Analyses complémentaires](#)  
[UNFCCC, "Renewable energy is a clear solution to the fossil fuel cost chaos"](#) (2 mars 2026)